

Bien manger, est-ce accessible à tous ?

Nourriture adéquate : inabordable pour certains...



Le 28 février, le groupe local de Sambreville a accueilli à Auvelais la deuxième Université populaire Quart Monde familiale et créative. À la question *bien manger, est-ce accessible à tous ?*, ou, autrement dit, *le droit à une alimentation adéquate existe-t-il en Belgique ?*, les participants ont répondu par la négative.

Le droit à l'alimentation, droit universel s'il en est, devrait être respecté partout dans le monde. À l'évidence, un pays aussi riche que la Belgique a les moyens de l'assurer à tous. Il ne le fait pas, et c'est particulièrement scandaleux.

Presque tous les groupes de préparation présents à l'Université populaire ont partagé une question lancinante : comment se débrouiller à la fin du mois ? Cette question focalise et parfois même épuise l'ingéniosité, l'énergie, la patience. Certains marchent pendant des heures pour trouver les produits bon marché, ou pour faire la

tournée des banques alimentaires qui ne disposent pas toujours d'assez de colis pour tout le monde. D'autres sont obligés de braconner ou de récupérer de la nourriture destinée à la poubelle ou à l'alimentation animale. Dans les circonstances les plus extrêmes, certains se font hospitaliser ou même arrêter. Nourriture contre liberté...

Plus encore, cette débrouille est-elle compatible avec la dignité, n'engendre-t-elle pas la honte, ne pousse-t-elle pas à la dépendance ? Certes, les banques et les colis alimentaires fournissent une aide essentielle à des milliers des gens en Belgique. Mais qui peut se montrer fier d'en dépendre ? Et ceci sans même aborder la question de la qualité nutritionnelle des aliments : des calories bon marché qui certes nourrissent mais qui à la longue rendent malade.

Comment réagir face à cette situation ? En mettant en place, au

nom du respect des droits de l'homme, des politiques assurant inconditionnellement à chacun une alimentation adéquate. Lors de cette rencontre, les participants ont aussi évoqué des projets concrets qui montrent un réel désir de se libérer d'un système d'assistanat : les potagers communs, les épiceries sociales...

Ces initiatives, bien souvent citoyennes, se basent sur le partage des compétences, des connaissances et des ressources. Avec une grande créativité, elles permettent d'aborder sous un angle nouveau la question de l'accès de tous à une alimentation adéquate.

Pour se montrer à la hauteur de l'enjeu, les politiques menées au niveau national ou local devront surtout veiller à ne pas tuer dans l'œuf de telles initiatives au nom d'intérêts économiques dits « supérieurs ». Rien ne saurait être supérieur à cette recherche de dignité qui est en germe à travers tout le pays.

Une question de droits de l'Homme, pas de charité

Professeur de droit international à l'Université Catholique de Louvain (UCL) et ex-rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation auprès des Nations unies, Olivier De Schutter était l'invité de cette Université populaire. Voici quelques éléments de son intervention.

« Aujourd'hui nous avons vu toute une série d'exemples de personnes issues de familles très pauvres qui cherchent à rompre leur dépendance de l'aide venue de l'extérieur, d'inventer leurs propres solutions, à travers des solutions parfois très inventives, y compris, par exemple, des potagers collectifs en ville, ou des achats directs auprès de fermiers. Cette tentative de reprendre en main son destin, d'affirmer sa volonté d'indépendance, ce n'est pas seulement une manière d'avoir accès à une nourriture abordable. C'est une manière de s'intégrer dans une collectivité, de rompre l'isolement social. L'exclusion sociale n'est pas seulement monétaire mais résulte d'abord de l'absence de personnes avec qui on peut partager des expériences et sur qui on peut se reposer si les choses vont moins bien.

Très longtemps, la réaction des gouvernements à la difficulté d'accéder à une alimentation abordable a été d'assurer que les consommateurs puissent acheter des calories à bon marché. On n'a pas fait assez pour créer une sécurité sociale protégeant véritablement les personnes, par exemple à travers des allocations de chômage suffisantes, qui durent un temps suffisant pour que les personnes puissent trouver de l'emploi, ou à travers l'aide sociale.

À défaut de politiques sociales redistributives qui protègent chacun contre l'exclusion sociale, on a voulu que l'alimentation soit la moins chère possible, même au détriment de la qualité de l'alimentation. Mais ce n'est pas une solution. Très souvent, les calories à bon marché sont source d'une mauvaise alimentation. Ce sont aujourd'hui les familles les plus pauvres qui paient le tribut le plus lourd à cette approche : ce sont elles qui sont les plus menacées par l'obésité, et donc par les maladies qui accompagnent l'obésité - diabètes, maladies du cœur, et même certains cancers. En d'autres mots, il n'y a pas d'alternative à des politiques sociales qui protègent véritablement les gens et leur permettent d'avoir accès à une alimentation adéquate. Le *low cost* dans l'alimentation et l'aide alimentaire ne suffisent pas.

Quelles peuvent être les prochaines étapes du combat des plus pauvres pour le droit à l'alimentation ? S'il fallait fixer une priorité en terme de message auprès des autorités publiques, ce serait vraiment que dans toutes les écoles du pays on puisse donner à chaque enfant, sans conditions, des repas de midi de qualité. C'est la meilleure façon d'éviter la discrimination entre enfants en fonction de leurs revenus, de la situation de leur famille. C'est éviter cette honte



dont beaucoup de participants ici ont parlé.

Obtenir les choses parce qu'on y a droit est différent de dépendre de la charité. Le droit à la protection contre l'exclusion sociale et la pauvreté figure dans la Charte sociale européenne. La Belgique a accepté de reconnaître le droit à l'alimentation en ratifiant des traités à ce propos. Si les tribunaux en Belgique sont incapables de donner réparation aux familles qui subissent les situations que vous avez dénoncées aujourd'hui, j'espère qu'un jour elles pourront poser la question au plan international : est-ce qu'au fond la Belgique fait assez pour que chacun ait droit à une alimentation adéquate ? »